

I) Constatations et critiques

Sans aucun doute, les principes néolibéraux imposés aux relations économiques internationales et aux politiques économiques nationales montrent déjà des signes d'épuisement. Il est toutefois vraiment important que la compréhension de ce phénomène ne nous pousse pas à des conclusions hâtives. Le système capitaliste continue à dominer les processus de production et de consommation et à imposer sa logique aux échanges de marchandises et, plus encore, aux flux financiers qui servent de véhicule entre les marchés. Et ce de manière plus agressive encore qu'il y a quelques décennies.

Malheureusement, ces signes d'épuisement ne sont pas le fruit d'une conscience transparente ni d'une perception croissante de l'urgence d'un nouveau processus de civilisation qui pénétreraient la réflexion contemporaine. Ni même de la présence évidente d'indicateurs sociaux et économiques qui, à différents degrés pour les pays riches ou pauvres, montrent l'augmentation du chômage, de l'exclusion, de l'appauvrissement, de la réduction de l'activité productive et d'un éloignement de plus en plus grave entre les économies des pays périphériques et centraux. Parallèlement, mais comme phénomène résultant, la conscience des obligations réciproques liant tout être humain à ses semblables se perd.

En raison de la prédominance de l'économique sur le politique, les États nationaux se sont éloignés de tout ce qui les identifiaient comme société démocratique, dotée d'un gouvernement sensible aux réclamations sociales et considérée comme une instance morale par rapport à d'autres sociétés organisées de manière différente. Le marché dicte ses règles et les États s'y sont adaptés en tournant le dos à leurs engagements envers la société.

Dans ce scénario, l'économie politique est également à la recherche de nouvelles définitions. Comme le néolibéralisme se confond de plus en plus avec le courant libéral néoclassique, également appelée monétariste, plutôt qu'avec le post-keynésianisme, qui met en relief les instruments d'intervention de l'État et la planification et le contrôle des cycles économiques, l'économie actuelle est plus marquée par les flux financiers spéculatifs entre pays riches et pauvres et, dans ces derniers, les politiques économiques internes subissent les infortunes de la domination du capital financier international.

Le maintien du credo néolibéral bloque toute possibilité de solution pour les pays pauvres. La dilapidation, au travers de la privatisation des entreprises d'État construites au prix de tant de sacrifices, a déjà partiellement eu lieu, mais sans résultats, car les capitaux issus de ces ventes n'ont pas été utilisés comme prévu, mais essentiellement pour payer les services des dettes financières. Et les politiques sociales continuent à augmenter le cycle des décennies perdues. Les nouveaux prêts obtenus par les pays pauvres sont presque toujours destinés aux intérêts et services résultant des dettes externes, lesquelles ne cessent d'augmenter et de

compromettre les investissements internes nécessaires pour sortir des crises, qui, dans ce contexte, ne sont plus conjoncturelles mais permanentes.

La solution passant par la voie du commerce international est bloquée par le protectionnisme des pays riches, surtout par les subventions internes aux produits agricoles, qui retirent toute leur force compétitive aux exportations des pays pauvres. Les tentatives pour unir les marchés de ces pays, comme le MERCOSUR, par exemple, sont entravées par les dépréciations du taux de change réel des monnaies face au dollar et par les crises économiques et politiques des pays membres.

Malgré ce diagnostic désastreux, les politiques économiques, telles qu'elles se maintiennent, ne nous permettent pas d'affirmer que nous serions au seuil d'un nouveau paradigme. Rien n'indique qu'en ce moment de désintégration les gouvernements et systèmes économiques réorientent leurs politiques ou reformulent l'ensemble des décisions responsables pour les politiques d'exclusion. Les preuves de la crise existent, mais aucune mesure ou transformation n'est mise en œuvre pour faire face à la conjoncture actuelle. Ce n'est certainement pas la main « invisible » du marché, ni la posture permanente de soumission au credo néolibéral des gouvernants qui nous en sauvera.

Outre cette constatation actuelle des résultats désastreux de la politique néolibérale, aggravés par la résistance des gouvernements aux changements et par leur dépendance chronique du capital et des investissements externes, les nouvelles propositions pour orienter les tendances des politiques économiques doivent encore affronter un autre défi: celui de transformer les politiques économiques en politiques publiques.

Comme si elle ne suffisait pas en soi, la crise économique actuelle est encore aggravée par la crise de représentation politique, car le système néolibéral n'a pas affecté que l'économie. Face à la détérioration de la situation sociale et à la méfiance envers les classes gouvernantes, on est en droit de se demander jusqu'à quand les régimes démocratiques parviendront à se consolider là où une grande partie de la population n'est pas effectivement en état d'exercer sa citoyenneté. La question centrale est de savoir jusqu'où la démocratie authentique pourra avancer et se consolider dans des pays d'économie de type néolibérale.

L'enjeu, en fin de compte, sont les limites et les distorsions inhérentes au fonctionnement de la démocratie représentative. La seule solution est de diffuser une culture démocratique de participation directe et permanente dans le public et une culture démocratique ni centralisée ni autoritaire parmi les classes politiques dirigeantes, pour ainsi renforcer le fonctionnement de la représentation forte.

De par leur amplitude (représentation des intérêts de l'État et de la société) et comme elles se concrétisent l'ensemble des actions de l'État visant à modifier la situation de l'économie, les politiques économiques constituent des forums privilégiés pour la construction d'une nouvelle réalité. Elles doivent dépasser le débat qui insiste à les restreindre aux seuls systèmes économiques – néolibéral d'un côté, ou d'intervention étatique ou keynésienne, de l'autre – et s'affirmer maintenant comme étant de la responsabilité et de la compétence de la société. C'est le seul moyen de les transformer en politiques véritablement publiques. Dans ce sens,

quelques expériences basées sur les principes de l'économie solidaire et sur la participation de la société à la gestion des ressources publiques sont déjà en cours.

Ces visions et nouveaux paradigmes peuvent donc être compris comme une recherche du nouveau et une volonté transformatrice d'intervenir et de donner une dignité et un sens à la vie. Avec ces objectifs visent non seulement à supplanter la politique néolibérale ou à récupérer les principes keynésiens d'intervention et de dirigisme étatique, mais encore à réinventer, au travers des politiques publiques, l'État de citoyenneté pleine, dans lequel ce sont les droits du citoyen qui génèrent les devoirs de l'État. Rappelons que la lutte pour la citoyenneté et la conquête des droits est une condition essentielle à la construction d'une société démocratique.

Les stratégies nécessaires pour adresser des propositions exigent en premier lieu une nouvelle définition et un nouvel objectif pour les politiques économiques. C'est le chemin vers une nouvelle économie pour un monde nouveau, fondé sur le dépassement des logiques de marché et cherchant à former un État pour la société et une économie pour la vie.

II) Propositions

1. Réorienter les politiques économiques

Définir les mécanismes de production, de distribution et de consommation de biens et de services qui caractérisent les politiques économiques, de manière à ce qu'ils soient entièrement planifiés et réalisés en accord avec les demandes de la société. Cette même proposition s'étend à la politique monétaire, dont la définition et les décisions doivent déborder du cadre exclusif du pouvoir exécutif et être soumis à l'approbation du législatif et d'autres institutions de la société.

2. Démocratisation de l'État comme espace d'expression de la société

Consolider les relations démocratiques à l'intérieur de l'État comme garantie d'un espace de négociation des conflits, pour faire en sorte que la diversité des acteurs et des thèmes, comme l'économie solidaire, l'environnement, la paix, les droits de l'homme, les relations sociales de sexe, de race et autres puissent s'exprimer politiquement et participer aux différents niveaux de décision des institutions de l'État.

3. Décentralisation du pouvoir de décision

Face au contexte actuel, marqué par la méfiance envers les mécanismes de la démocratie indirecte et les pouvoirs républicains qui se sont éloignés des aspirations de la société et face à la primauté réductionniste d'une pensée unique dominante, la société civile doit assumer des formes de représentation qui dépassent la représentation politique traditionnelle et garantissent que l'État sera bien un espace public pour les différents intérêts de la société. Concrétiser le rôle de l'État démocratique à partir de la dynamique des nouveaux rapports entre État et société, voilà le grand défi pour contourner la crise actuelle.

4. Participation politique comme exercice de la citoyenneté

Participer politiquement aux activités traditionnelles de vote, de militantisme politique dans un parti ou dans d'autres instances de la société et esquisser un idéal démocratique qui suppose des citoyens attentifs au fonctionnement des politiques publiques et fortement intéressés par des formes directes ou indirectes de participation aux prises de décisions politiques. Les véritables pratiques participatives d'orientation démocratique sont celles qui représentent et incorporent les revendications de la société, sous leurs formes les plus diverses, pour modifier les agendas gouvernementaux.

La participation politique doit être comprise comme un exercice de la citoyenneté et comme un important élément de rupture avec les États autoritaires, même s'ils sont reconnus légalement comme démocratiques, pour exercer une influence sur les décisions affectant l'allocation et l'administration des deniers publics. La participation démocratique est celle qui vise à construire des formes alternatives de pouvoir et qui, agissant de l'intérieur ou non des institutions officielles, tend à les perfectionner ou à les transformer.

5. Transformation des politiques d'état en politiques publiques

Les propositions de participation de la société civile à la définition des politiques économiques et à la gestion des politiques publiques, au travers de la création de conseils et d'autres formes participatives, représentent un progrès significatif dans la perspective de démocratisation de l'État et dans l'intention de surmonter les formes et les intérêts qui ont traditionnellement présidé à leur mise en œuvre. Cette forme de participation permettrait de conférer un caractère véritablement public à ces politiques.

6. Élargissement de la gestion des sphères publiques locales

Des expériences de gestion démocratique, actuellement en gestation dans les espaces locaux de plusieurs pays, reflètent l'effort des administrations progressistes et de la société civile organisée, qui profitent des leurs plus amples conditions de gouvernabilité pour occuper peu à peu le vide créé par l'inefficacité des gouvernements centraux.

La municipalité, sphère la plus proche du citoyen, est la plus apte à répondre aux demandes sociales au travers de solutions plus appropriées. Elle permet la mobilisation et l'engagement des communautés dans la mise en œuvre des politiques qui affectent directement leur vie quotidienne. L'espace local est perçu comme un espace de potentialités non seulement pour la formation de conseils sectoriels pour les politiques publiques, mais encore pour toute une gamme d'expériences et de systèmes alternatifs de production, orientés par les idées d'une économie solidaire.

Pour augmenter leur amplitude, ces initiatives, dignes de référence et exemplaires, exigent la rénovation des cadres politiques du pouvoir exécutif et législatif. Ce renouvellement est déjà une réalité au niveau local. Les maires et autres autorités

municipales reconnaissant l'insatisfaction et les demandes de la société et, plus encore, disposés à partager le pouvoir avec elle, sont de plus en plus nombreux quand on analyse les résultats des élections locales.

7. Participation aux processus électoraux locaux et nationaux

Les pratiques de gestion démocratique les plus réussies ont lieu là où les communautés s'organisent en zones municipales pour discuter les demandes qu'elles jugent prioritaires et qui seront mises en œuvre dans le cadre du budget municipal. La stratégie de transformation prend place au travers de processus électoraux et du choix de gouvernants engagés dans les causes sociales, sans pour autant oublier une vigilance et un contrôle civique sur leurs actions politiques. La participation de la société ne doit pas se limiter à l'exercice du vote, mais doit commencer par faire des exigences aux candidats à des mandats exécutifs et législatifs et par discuter leurs programmes de gouvernement leur faire incorporer des revendications de la société civile. La participation aux processus électoraux instaure une perspective de changement des cadres politiques et la garantie de représentation des intérêts de la société.

8. Rénovation de l'intérêt pour les processus électoraux

Le manque d'intérêt pour les élections est une conséquence de la méfiance envers les partis politiques et du manque de propositions cohérentes avec la réalité. La rénovation des cadres de représentation politique, avec des partis et des candidats identifiés aux droits de l'homme et de la citoyenneté, est la condition pour que de nouvelles dynamiques surgissent dans la relation entre l'État et la société. Pour cela, il faut considérer l'urgence qu'il y a à réformer les législations électorales, et à revoir les financements de campagnes, le profil des candidats et leurs plates-formes politiques. La participation de la société aux processus politiques et électoraux est la condition essentielle pour que les programmes politiques des candidats incluent les demandes de la société.

9. Participation à la politique budgétaire et fiscale

Les initiatives de Budget participatif, qui consistent principalement à participer aux prises de décision pour l'allocation des ressources pécuniaires, doivent pouvoir s'étendre à d'autres moments et à d'autres buts. La participation de la société ne doit pas se restreindre à la sélection et à la distribution cohérente des deniers publics dans les espaces publics et politiques des différents secteurs. D'autres mécanismes de contrôle et d'inspection doivent être mis en place pour que les propositions budgétaires votées soient appliquées selon les décisions prises au moment des discussions. Nous faisons ici référence à la présence de la société durant toute la période d'exécution budgétaire.

Les ressources budgétaires proviennent en grande partie de transferts fiscaux : elles sont presque toutes générées sous la forme d'impôts et de taxes. Dans ce sens, la participation de la société civile doit s'étendre et influencer la politique fiscale qui engendre ces ressources. La question fondamentale est la participation aux décisions ayant trait à l'origine, au montant et à la forme de perception des impôts ainsi qu'aux origines de ces ressources. La démocratisation de la politique fiscale

doit alors être réalisée aussi bien du côté de la recette que de celui des dépenses. C'est le pas fondamental qu'il faut faire pour que les autres politiques économiques assument un caractère véritablement public, puisque la politique fiscale est presque toujours directement liée à toutes les autres politiques

a. Élaboration de nouveaux indicateurs

Nous soulignons ici l'urgence de créer des indicateurs sociaux et économiques capables de refléter les conséquences des politiques néolibérales adoptées ces dernières décennies. Ce besoin est d'autant plus urgent que les données officielles liées aux moyens de communication les plus importants n'ont aucune relation avec les décisions de politique extérieure et les orientations prises par les politiques économiques au niveau national. La transparence et l'ampleur des mesures de l'État ne peuvent provenir que d'institutions publiques dirigées sous le contrôle de la société civile.

11. Une nouvelle dimension pour les politiques économiques

Promouvoir, en particulier dans la sphère culturelle, l'éducation aux valeurs solidaires, communautaires et de coopération, comme base indispensable à la consolidation du projet d'une nouvelle économie politique, profondément humaine et qui se traduise par des politiques économiques cohérentes avec les fins désirées. Redéfinir les politiques économiques, en mettant en valeur les activités qui visent à l'inclusion sociale et se basent sur la participation et les droits de l'homme. Générer des espaces de discussion établissant des pactes pour la conversion des activités qui produisent du chômage et provoquent la détérioration de l'environnement.

Concevoir les politiques économiques comme des moyens de fournir des bases matérielles au bien-être et à la réalisation des personnes, des peuples et des nations, tout en respectant la diversité biologique, humaine et culturelle en une collaboration dynamique et durable avec la nature. Étendre les mécanismes de participation aux secteurs de la production, de la monnaie, du commerce et des finances, en cherchant surtout à satisfaire les besoins humains, le développement social durable et les droits citoyens.